
SECRETARIAT GENERAL



DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

N° _____/MAECIF/SG/DGAE/**DGCI**

Le jeudi 7 janvier 2010, de 9h30 minutes à 12h45 minutes, S.E.M. **Docteur Aimé Mfoula – Nhanguy**, Directeur Général de la Coopération Internationale (DGCI) par intérim, a présidé la réunion intersectorielle sur le Document Cadre de Partenariat (DCP) Gabon – France

La liste de présence est jointe en annexe.

I. PRELIMINAIRES

A. Contenu des préliminaires

Le président a dans un premier temps, procédé aux civilités d'usage, qui ont porté essentiellement sur la présentation des vœux du nouvel an aux participants, souhaitant à cet effet que 2010, soit mieux que 2009.

Avant de décliner l'ordre du jour de la séance, son Excellence, **Docteur Aimé Mfoula – Nhanguy**, a évoqué les raisons de l'absence de **S.E.M., Alfred MOUNGARA MOUSSOTSI**, DGCI, parti à New York, pour une mission de longue durée, renforcer l'équipe de la délégation gabonaise au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Puis une lecture du compte rendu de la rencontre du mardi 15 décembre 2009, a été faite aux participants par Monsieur **Clément MASSALA MANDONGAULT** du Ministère des Affaires Etrangères.

B. Réactions

Aucune observation majeure n'a été faite sur le compte rendu de la précédente réunion, tout comme sur l'ordre du jour de la séance tenante.

En revanche, Madame **QUINIO Christiane**, Secrétaire général de la CPG, a voulu attirer l'attention du Président de séance, sur la nécessité d'avertir à temps, les uns et les autres, de la tenue des réunions, et de leur fournir à l'avance, les documents de travail, pour une meilleure imprégnation.

II. LES TEMPS FORTS DE LA REUNION

La réunion a porté sur l'exploitation de l'ordre du jour (A), les échanges d'expériences entre les membres des ministères sectoriels concernés par le DCP (B) et la prise d'un certain nombre d'engagements (C).

A. L'ordre du jour

L'ordre du jour portait sur le Bilan du DCP Gabon – France 2006 – 2010 (1), les perspectives DCP Gabon – France 2010 – 2015 (2) et sur les divers (3).

1. Bilan du DCP Gabon – France 2006 - 2010

Sur ce point, trois indicateurs d'évaluation de la coopération ont été retenus, à savoir : la conduite des projets, le rythme des décaissements et la contrepartie financière du Gabon. Ainsi, après avoir reconnu le caractère pertinent du DCP, lié au fait qu'il sort les deux parties de la logique de l'improvisation, le DGCI a tenu à nuancer l'allégation selon laquelle, les projets retenus par la France n'étaient pas toujours adaptés aux réels besoins. Point sur lequel il a tenu à préciser que la France retenait les projets en fonction des documents et des données fournis par le Gabon.

2. Les perspectives DCP Gabon – France 2010 – 2015

Les perspectives DCP Gabon – France 2010 – 2015 portent sur des secteurs de concentration que sont : les infrastructures, qu'il faut renforcer, la diversification de l'économie par la forêt et l'environnement, enfin, l'éducation, la formation et la recherche.

L'autre aspect des perspectives portent sur les secteurs transversaux que sont, l'ancrage dans la francophonie, la consolidation de l'Intégration régionale et l'amélioration de la bonne gouvernance.

3. Les divers

Dans les divers, un seul point a été abordé au cours de cette réunion : la visite de prospection à Libreville, du Consortium indien **Lucky Export** du 30 janvier au 5 février 2010. Son Excellence, Madame **AZIZE BOUMA Rêve Caroline**, Directeur de la Coopération Economique et Commerciale, a indiqué à cet effet que cette visite avait un caractère exploratoire. Les experts indiens mèneront des prospections sur un certain nombre de secteurs, notamment : l'agriculture, la santé, les communications et l'énergie.

A ces domaines d'exploration, certains participants, à l'instar du représentant de l'éducation nationale et de la Secrétaire générale du CPG, ont souhaité que leurs secteurs soient intégrés.

Par précaution et en vue d'une meilleure collaboration, le Président de séance a demandé à son excellence, Madame **AZIZE BOUMA**, de mener des recherches sur le Groupe indien en question, dans le but d'obtenir des informations relatives à ses différentes réalisations dans les domaines ci-dessus indiqués, et ses différents partenaires.

L'exploitation de l'ordre du jour a été suivie par un échange d'expérience entre les membres des ministères sectoriels concernés.

B. Echanges d'expériences entre les membres des ministères sectoriels concernés

Plusieurs participants ont voulu faire part de leurs expériences et du regard qu'ils posent sur le précédent DCP. Parmi eux :

Madame DONDYAS Marguerite (Infrastructures, Equipements) : De son expérience, ressortent les observations suivantes :

- La France, dans le cadre de l'exécution des projets ne choisit que les Entreprises françaises. Sur ce point, Madame QUINIO du CPG a voulu orienter la réflexion sur la question de savoir si les Entreprises gabonaises avaient des compétences requises ?
- Le contrôle des projets est effectué par les cabinets et les experts français au détriment de l'expertise locale, souvent sans associer le ministère concerné ;
- La fermeture du marché aux autres partenaires comme la Chine qui ont souvent des offres intéressantes.

Monsieur DIABA MOISSI Fernand (MSASSF)

- Après s'être inscrit sur la ligne revendicative de Madame DONDYAS, a souligné les difficultés liées au rythme de décaissement, souvent très lent. Selon le délégué, certains projets ne vont pas à terme à cause de ces difficultés de décaissements.
- Il a également signifié que l'appropriation par la partie gabonaise était difficile à cause de la mobilité des acteurs.

Monsieur EVOUNG ONDO René P. (Education Nationale) a indiqué que le Ministère avait bénéficié de la création des structures professionnelles, notamment l'ouverture des CAP dans les certaines provinces et obtenu de l'aide dans la sécurisation desdits centres.

NDOMBA NGOYE Raymond (Ministère des Eaux et Forêts) a indiqué que son ministère avait bénéficié d'un projet d'aménagement de petites forêts et d'un financement sur la préservation de la biodiversité. Dans le même ordre d'idées, **Daniel Frank IDIATA**, a signifié à l'assistance que le **CENAREST** a bénéficié du financement du projet sur la numérisation des données dans le domaine de la forêt, qui permet aujourd'hui la facilitation du repérage des essences de la forêt gabonaise.

Cependant, le départ des experts français a eu des conséquences négatives sur la poursuite du projet, du fait du manque de formation des nationaux.

Cet échange d'expérience a occasionné l'adoption d'un certain nombre de mesures.

C. Mesures prises par l'assemblée en vue de la préparation du prochain DCP

- Le Président de séance a suggéré que soit demandé à ceux qui sont présents sur le terrain de fournir des indications concrètes sur ce qui est possible de proposer à la partie française, pour une meilleure coopération ;
- Le représentant de l'APIP a été chargé de rédiger les termes de référence de la mise en place d'un outil statistique national ;
- Une réunion regroupant les délégués du Ministère des affaires étrangères, du Ministère des finances, du Ministère du budget, de l'Agence de Promotion des Investissements Privés et de la Confédération du Patronat Gabonais, en vue de rechercher entre autre, une solution au problème de décaissement, la tenue de cette réunion a été prévue pour le mardi 12 janvier 2009.
- Tenir une réunion au courant de la semaine prochaine ;

Fait à Libreville, le 07 janvier 2010

Secrétaires de séance

Nicole NOABIO

Ghislanie THEOLEY ONTSIA

Jean Delors BIYOGUE